

Résumé



Les Européens ont collectivement réussi à faire face à la crise financière des dernières années. Cet épisode majeur a néanmoins laissé de profondes traces. Dans ce contexte de rétablissement progressif, la construction européenne semble à présent particulièrement menacée par une

double contestation. Externe, avec l'élection d'un président des États-Unis pourfendeur du projet européen et avec la politique expansionniste menée par Moscou. Interne, avec la progression continue de l'euroscpticisme, les divisions sur les questions migratoires et le départ programmé du Royaume-Uni. Soixante ans après la signature du Traité de Rome, l'Europe souffre de ses désaccords et de l'absence d'un projet commun affirmé par ses États membres.

Entre l'optimisme du début des années 2000 – qui avait permis le passage à la monnaie unique et l'élargissement à vingt-huit États membres – et l'impasse actuelle, la construction européenne semble avoir été atteinte par une perte de sens et d'entrain. Les dirigeants européens doivent appréhender avec lucidité la situation. Leur défi est d'engager une nouvelle dynamique politique, fondée sur un devoir de pragmatisme et d'efficacité, et non sur de stériles débats institutionnels. Les acquis indéniables de la construction européenne nous commandent de ne pas désespérer et nous incitent à privilégier les avancées progressives, plutôt que les illusions d'un grand soir ou d'une grande refondation.

L'instabilité actuelle – sur le plan géopolitique comme économique – rend plus que jamais nécessaire l'union des États européens en faveur d'une Europe qui progresse et protège les citoyens. Sans cette masse critique, aucune des nations du continent ne pourra répondre aux défis du XXI^e siècle, ni imposer sa voix sur la scène mondiale. Les dirigeants européens doivent reprendre en main le destin de l'Europe, en considérant que l'Union européenne (UE) n'est ni la cause de tous les problèmes, ni la solution à tous les maux. La zone euro doit prendre ses responsabilités et assumer son rôle moteur dans la construction d'une Europe en « cercles concentriques ».

Trois axes doivent guider l'action des dirigeants européens. Dans un premier temps, la priorité doit être la consolidation de la zone euro, fruit d'un choix décisif des États européens d'augmenter leur force collective, mais qui suppose d'être complétée. L'UE doit également répondre efficacement à l'impératif de prospérité économique, au cœur des attentes des citoyens. Parallèlement, les États membres doivent se coordonner pour faire face aux différentes menaces intérieures et extérieures qui pèsent sur la sécurité du continent ; et définir une stratégie de long terme pour répondre au défi migratoire. Avancer avec succès sur ces trois chantiers permettra de regagner la confiance des peuples et de refaire de la construction européenne une source de progrès. Pour chacun de ces enjeux, le présent rapport formule une série de propositions concrètes qui pourront être mises en œuvre sans délai après les élections de 2017 en France et en Allemagne.

Nos propositions

Axe n° 1 : Renforcer la zone euro

La zone euro constitue le cœur de la construction européenne. Le partage d'une monnaie unique représente l'aboutissement de décennies d'intégration politique et économique. Malgré les avancées réalisées après la crise de 2008 – notamment une meilleure coordination budgétaire entre les États membres –, la zone euro doit encore être renforcée par la mise en place d'une gouvernance plus efficace. Entre le retour aux monnaies nationales et le saut fédéral, un chemin est possible : celui

du partage de compétences ciblées et limitées, associé à une gestion saine et complémentaire des prérogatives nationales. Il est indispensable que les chefs d'États et de gouvernements des dix-neuf États membres de la zone euro reprennent en main les discussions économiques pour trouver une solution coopérative à leurs enjeux communs. À ce titre, le rétablissement d'un lien de confiance entre les gouvernements français et allemand paraît être la condition *sine qua non* à toute avancée, et la responsabilité de la France dans la réussite de tout projet de relance de l'UE est éminente.

Parmi nos propositions

- Chaque année, définir clairement une politique économique et budgétaire coopérative globale de la zone euro, endossés par les chefs d'État et de gouvernement.
- Mieux intégrer dans le droit national de chaque État membre les règles budgétaires de la zone euro.
- Transformer le Mécanisme européen de stabilité en Fonds monétaire européen et travailler à la mise en place d'un budget de la zone euro.

Axe n° 2 : Mettre la prospérité au cœur du projet européen

Les taux de chômage élevés et persistants ainsi que la disparité croissante des performances économiques entre États membres sapent la confiance des citoyens envers les politiques économiques menées au sein de l'UE. Pour mettre un terme à cette situation, les dirigeants nationaux doivent admettre et expliquer que l'intégration européenne n'a pour rôle que d'amplifier les bénéfices des réformes menées dans chaque pays. L'approfondissement du marché intérieur, ainsi qu'une meilleure coordination de la politique de la concurrence, de la politique commerciale et de la politique industrielle contribueront à redynamiser les économies européennes. De même, l'UE doit apporter un soutien effectif aux transitions énergétique et numérique en améliorant la régulation de ces secteurs et en défendant plus activement ses intérêts.

Parmi nos propositions

- Mettre en œuvre un principe de réciprocité dans les accords de libre-échange et doter l'UE d'instruments de défense commerciale face aux comportements non coopératifs.
- Tirer les conséquences de la consolidation du marché unique en matière de politique de la concurrence et permettre l'émergence de grands groupes européens.
- Favoriser le développement du secteur du numérique, y compris *via* une régulation effective du marché unique numérique et notamment des activités des GAFAs.

Axe n° 3 : Donner à l'UE les moyens d'assurer la protection de ses citoyens et d'agir sur la scène internationale

L'UE doit devenir à court terme une puissance internationale influente, à la hauteur de son poids économique. Les menaces immédiates sur la sécurité européenne intérieure et extérieure nécessitent une coopération plus étroite des services de police nationaux et un véritable effort de renforcement des capacités militaires européennes. Dans le domaine de la défense, le *Brexit* rend possible de réelles avancées, mais il est crucial pour l'UE de maintenir un partenariat fort avec son allié britannique. En matière de politique étrangère, il est essentiel de conserver un lien privilégié avec les États-Unis ; d'œuvrer pour que la Chine continue à s'impliquer au sein des institutions internationales et accepte les normes qui y sont décidées ; de restaurer des instances de dialogue avec la Russie tout en maintenant une position ferme à son égard. Concernant la politique d'élargissement, l'évolution politique en Turquie exclut son adhésion à l'UE dans un futur prévisible et rend nécessaire la réflexion sur une nouvelle modalité d'association à lui proposer. Enfin, l'UE doit, sans attendre, se doter d'une politique migratoire à la hauteur du défi auquel elle est confrontée. Un contrôle effectif des frontières extérieures et une responsabilité partagée entre les États membres sont nécessaires pour éviter que ne se reproduise la crise de 2015.

Parmi nos propositions

- Renforcer la construction européenne en fondant une Union pour la sécurité.
- Parvenir rapidement à un effort de défense correspondant à 2 % du PIB dans chaque État membre et établir un quartier général européen permanent pour la planification et la conduite des opérations militaires de l'UE.
- Trouver un équilibre entre solidarité et responsabilité dans le traitement des demandes d'asile afin de mieux répartir la charge entre les États membres afin de mieux répartir l'effort entre les États membres.